

## RDC : sanctions de l'UE contre 7 hauts responsables du régime Kabila

@rib News, 12/12/2016 - Source AFP L'Union européenne a décidé lundi d'infliger des sanctions individuelles à sept hauts responsables de l'appareil sécuritaire de la République démocratique du Congo accusés de violences, et menacé d'étendre encore cette liste en cas d'obstruction du processus électoral. La décision, qui concerne principalement les violences ayant fait une cinquantaine de morts les 19 et 20 septembre dans la capitale Kinshasa, a été prise par les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE, à l'occasion de leur réunion mensuelle à Bruxelles.

Elle intervient au moment où des négociations de la dernière chance sont menées, sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), pour trouver un accord sur une transition politique jusqu'à l'élection du successeur du président. Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, ne donne aucun signe de vouloir en partir, alors que la Constitution lui interdit de se représenter. Le 20 décembre marque la fin de son mandat, mais l'élection présidentielle n'aura pas lieu cette année comme initialement prévu, ce que l'opposition dénonce depuis des mois. L'UE, qui souhaite la tenue d'élections le plus tôt possible en 2017, a donc mis à exécution les menaces de sanctions formulées deux fois cette année, en mai et à la mi-octobre. Sont visés par un gel de leurs avoirs et une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'Union sept personnalités qui occupent des positions de responsabilité dans la chaîne de commandement des forces de sécurité congolaises et ont fait un usage disproportionné de la force contre des opposants au régime, a souligné dans un communiqué le Conseil de l'UE, qui représente les 28 pays membres. Un premier groupe est constitué d'Ilunga Kampete, Gabriel Amisi Kumba, Ferdinand Ilunga Luyoyo et Celestin Kanyama, quatre membres de la garde républicaine, de l'armée ou de la police congolaise, auxquels sont imputées de graves violations des droits de l'Homme lors des manifestations d'opposants les 19 et 20 septembre. Viennent ensuite trois hauts responsables et personnes d'influence faisant obstacle à la tenue d'élections notamment par des actes de violence, de répression: John Numbi, Roger Kibelisa et Delphin Kaimibi. Les sept identités ont été publiées dès lundi au JO de l'Union européenne, ce qui signifie une entrée en vigueur immédiate des mesures restrictives. L'Union européenne appelle le gouvernement de la RDC à coopérer à une enquête transparente et indépendante ayant pour objectif de traduire en justice les responsables des violences, ajoute le communiqué. L'UE, est-il aussi souligné, suivra avec une attention accrue l'évolution politique cruciale que connaît la RDC dans les prochaines semaines. Dans ce contexte, des mesures restrictives supplémentaires pourront être envisagées en cas d'obstruction du processus politique ou de nouvelles violences.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});